

Unité départementale de la Moselle  
4, rue François de Guise – CS 50551  
57009 Metz Cedex 01  
Tél : 03 54 44 02 80  
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 23 octobre 2023

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20 septembre 2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **RISQUES**

#### **COMPAGNIE MOSELLANE DE STOCKAGE**

route de Metz

57580 Lemud

Références : METZ\_CMS\_2023-10-16\_RAPVI\_EBE\_25438  
Code AIOT : 0006201554

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20 septembre 2023 dans l'établissement Compagnie mosellane de stockage implanté 18, rue des alliés 57000 Metz. L'inspection a été annoncée le 25 août 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan de contrôle pluriannuel de l'inspection et d'un échange interdépartemental de l'inspection sur la thématique « silos ». Elle a donc été réalisée en présence de l'inspecteur du site et d'un inspecteur référent sur la thématique « silos ».

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Compagnie mosellane de stockage
- 18, rue des alliés 57000 Metz
- code AIOT : 0006201554
- régime : autorisation
- statut Seveso : non Seveso
- IED : non

La Compagnie mosellane de stockage, située sur le port Mazerolle à Metz, est autorisée au titre de la rubrique n°2160-2-a (stockage de grains – 56 865 m<sup>3</sup>) à exploiter 3 silos verticaux métalliques de stockage de grains.

À ce titre, l'activité du site est notamment réglementée par :

- l'arrêté préfectoral du 22 mai 2014 modifié ;
- l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables.

Ces silos sont considérés comme « sensibles » car il s'agit de silos portuaires et ils présentent des zones d'effets pouvant impacter des tiers.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- risques accidentels ;
- propreté des installations.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif mais centré sur les principaux enjeux recensés et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Nettoyage et empoussièrem ent du site	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avait(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Formation du personnel	Arrêté ministériel du 29/03/2004, article 3	/	Sans objet
2	Permis de feu	Arrêté ministériel du 29/03/2004, article 4 (partiel)	/	Sans objet
3	Prévention des risques d'explosion et d'incendie	Arrêté ministériel du 29/03/2004, article 9 (partiel)	/	Sans objet
4	Moyen de lutte contre l'incendie	Arrêté ministériel du 29/03/2004, article 11 (partiel)	/	Sans objet
5	Qualité de l'air en zone PPA	Arrêté Préfectoral du 22/05/2014, article 3.2.3 et 3.2.4	/	Sans objet
7	Réduction de la probabilité et des effets des accidents	Arrêté ministériel du 29/03/2004, article 9 (partiels)	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a porté sur les cellules de stockage et les tours des silos 1, 2 et 3 du site. Les galeries sous cellules et le laboratoire n'ont pas été contrôlés.

Le jour de la visite, l'inspection a constaté que le site était régulièrement débarrassé des poussières dans les zones de passage mais également la présence d'accumulation d'un mélange de poussières/orge sur les parois en palplanches des cellules de stockage ouvertes classées en zone ATEX 20. L'inspection propose qu'une lettre préfectorale de suite soit envoyée à l'exploitant afin qu'il complète ses procédures de nettoyage pour garantir un nettoyage complet et régulier de chacune des cellules (cf. point de contrôle n°6).

Outre ce constat, l'exploitant a informé l'inspection que le séchoir présent sur le site, installation connexe de l'activité autorisée au titre de la rubrique 2160, n'est plus utilisé depuis plus de 3 ans. L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il conviendra de garantir, en amont de tout éventuel nouvel usage du séchoir, la conformité de cette installation et la réalisation des contrôles réglementaires dès la première utilisation du séchoir.

Outre ces éléments, l'inspection n'a pas d'observation sur les autres points contrôlés.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Formation du personnel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 29/03/2004, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, formation du personnel
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.
<b>Constats :</b> Sans observation, vu : <ul style="list-style-type: none"><li>• formulaire « version 2 – CMS – novembre 2022 », signé par le responsable d'exploitation et le responsable du site, désignant nommément les responsables d'exploitation ;</li><li>• les attestations de formation des deux personnes nommément désignées ainsi que celle de la personne dédiée au nettoyage du site, dont notamment celles de la formation "prévention des risques incendie et explosion de poussières" réalisées respectivement les 28 octobre 2020, 4 mai 2023 et 18 novembre 2020 ;</li><li>• le plan de formation formalisé pour l'année en cours.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> sans suite
<b>Proposition de suites :</b> sans objet

N° 2 : Permis de feu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 29/03/2004, article 4 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, permis de feu
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.
<b>Constats :</b> Sans observation, vu : <ul style="list-style-type: none"><li>• les consignes relatives à la rédaction d'un permis de feu désignant les personnes habilitées à délivrer les permis et les consignes associées ;</li><li>• des permis de feu signés par l'exploitant et le personnel devant exécuter les travaux, contrôlés par sondage ;</li><li>• l'organisation des travaux de maintenance décrite par l'exploitant et le plan de prévention annuel co-signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure en charge de la réalisation de la majorité des travaux, établi en sus des permis de feu délivrés préalablement à chaque intervention susceptible de créer des points chauds.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> sans suite
<b>Proposition de suites :</b> sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 29/03/2004, article 9 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, installations électriques, électricité statique, courants vagabonds et foudre
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre. [...]</p> <p>L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :  - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;  - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté.  Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]</p> <p><b>Prescription connexe : arrêté préfectoral du 22/05/2014 - article 7.3.2</b>  L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent. [...]  L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :  - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;  - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté.  Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]</p>
<p><b>Constats :</b>  Vu :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>le rapport de contrôle annuel des installations électriques (réglementation ICPE - silo) du 11 septembre 2022 relatif à l'intervention du 6 septembre 2022 ;</li> <li>les suites formalisées données par l'exploitant indiquant que l'ensemble des écarts constatés ont été corrigés le 4 novembre 2022 ;</li> <li>le rapport de contrôle annuel des installations électriques (réglementation ICPE - silo) du 25 septembre 2023 relatif à l'intervention du 22 septembre 2023 ne faisant pas état de non-conformité, transmis par courriel le 26 septembre 2023 ;</li> <li>l'analyse du risque foudre (rapport n°102136R1) suite à l'intervention du 30 juin 2010 au 3 juillet 2010 concluant à la non nécessité de réaliser une étude technique par un organisme qualifié, ainsi que les travaux de première vérification ;</li> <li>le courrier du 5 juin 2019 relatif à la dernière révision du rapport d'analyse du risque foudre.</li> </ul> <p>L'inspection constate que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>des observations formulées dans le rapport 2022 relatives à « l'ensemble d'appareillage BT-TGBT du poste de livraison » apparaissaient déjà dans les rapports de 2020 et 2021 malgré l'intervention réalisée suite au contrôle de 2020 (factures) et la mention « fait » dans les suites données au contrôle en 2022 (document signé le 4 novembre 2022) ;</li> <li>des erreurs et écarts sur les « conditions d'intervention » et les « documents relatifs aux installations » lors du contrôle réalisé par l'organisme extérieur qui sont de nature à remettre en cause la fiabilité et/ou l'exhaustivité des informations du rapport : <ul style="list-style-type: none"> <li>« ICPE soumise à déclaration au titre de la rubrique 2160 » tandis que le site est à autorisation ;</li> </ul> </li> </ul>

- le référentiel applicable à l'installation dont il est fait référence « Arrêté ministériel du 28 décembre 2007 » applicable aux sites soumis à déclaration ;
- il est indiqué les mentions « cellules (zone 22) inaccessibles » et « mesurage en zone non réalisé sans autorisation » sans que leur portée ni les conséquences sur les contrôles réalisés ne soient explicités ;
- les documents relatifs aux installations dits « présentés » (et donc dont l'organisme a tenu compte dans son contrôle) ne sont pas précisément référencés « dossier technique Lorca » ou dits « non présenté » sans que les impacts de ces manques ne soient précisés ;
- il est indiqué que les structures métalliques des bâtiments reliées au réseau de terre du site créent les conditions équivalentes à une cage maillée » sans que cette situation ne soit qualifiée d'acceptable ou non dans le cas du contrôle.

Suite à l'inspection, et dans le cadre des contrôles annuels prévus par l'exploitant, le contrôle 2023 réalisé le 22 septembre 2023 (rapport du 25 septembre 2023 transmis par courriel à l'inspection le 26 septembre 2023) a tenu compte de l'ensemble des observations formulées dans le cadre de l'inspection.

Les écarts constatés en 2022 n'apparaissent plus, les conditions d'intervention et documents relatifs aux installations sont satisfaisants.

L'inspection n'a plus d'observation à formuler sur la prescription contrôlée.

**Type de suites proposées :** sans suite

**Proposition de suites :** sans objet

#### N° 4 : Moyen de lutte contre l'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté ministériel du 29/03/2004, article 11 (partiel)

**Thème(s) :** Risques accidentels, moyen de lutte contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

L'établissement doit être pourvu de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.

Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques. [...]

**Constats :**

Sans observation, vu :

- le rapport de contrôle annuel des extincteurs du 20 juillet 2023 et des extincteurs contrôlés par sondage dans les cellules 1 et 2, répartis sur la superficie à protéger ;
- le procès verbal de vérification des 2 colonnes sèches du site du 6 septembre 2023 ;
- le positionnement du site en bordure du canal.

**Type de suites proposées :** sans suite

**Proposition de suites :** sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 22/05/2014, article 3.2.3 et 3.2.4		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, qualité de l'air en zone PPA		
<b>Prescription contrôlée :</b> <b>Article 3.2.3. Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques</b> Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : - à des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; - à une teneur en O <sub>2</sub> précisée dans le tableau ci-dessous.		
Concentrations instantanées en mg/Nm <sup>3</sup>	Conduit du séchoir	Conduits des « dépoussiéreurs » Gauche et droite
Concentration en O <sub>2</sub> de référence	21%	21%
Poussières totales	10 mg/Nm <sup>3</sup>	30 mg/Nm <sup>3</sup>
L'exploitant procède au minimum à une mesure bisannuelle sur chacun des points de rejets atmosphériques, dans le respect des normes de prélèvement et d'analyse en vigueur. La mesure sur les rejets du séchoir est reportée à l'année suivante en cas d'absence de fonctionnement sur l'année du contrôle réglementaire prévu.		
<b>Prescription connexe :</b> <b>Article 3.2.4. Valeurs limites des flux de polluants rejetés</b> On entend par flux de polluants la masse de polluants rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes : - poussières totales : 10 Kg/h, en moyenne sur 24h pour la somme des émissions de tous les points de rejet.		
<b>Constats :</b> Sans observation, vu : <ul style="list-style-type: none"> <li>le rapport d'analyse n°ASE/355b-23 R1/2023 du 22 juillet 2023 relatif aux prélèvements et mesures réalisées en sortie des 2 dépoussiéreurs (gauche et droite) faisant état de VLE en concentration (&lt; 1 mg/Nm<sup>3</sup>) et en flux (&lt; 30 g/h) conformes ;</li> <li>les conduits et dépoussiéreurs vus lors de l'inspection ;</li> <li>l'alimentation en gaz du site coupée.</li> </ul>		
<b>Observations :</b> L'inspection constate que les mesures sur le séchoir ne sont pas réalisées. Néanmoins, au regard de l'absence d'usage de l'installation (et donc d'émission de poussières canalisées) et des explications de l'exploitant, l'inspection propose au préfet de ne pas donner de suite administrative.  L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il conviendra de garantir, en amont de tout éventuel nouvel usage du séchoir, la conformité de cette installation et la réalisation des contrôles réglementaires dès la première utilisation du séchoir.		
<b>Type de suites proposées :</b> sans suites		
<b>Proposition de suites :</b> sans objet		



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 29/03/2004, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, nettoyage de l'installation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.</p> <p>La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Vu :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la procédure de nettoyage de septembre 2022 d'une page décrivant les actions à réaliser de manière succincte ;</li> <li>les fréquences de nettoyages des différentes zones du site annexées à la procédure ;</li> <li>les registres de suivi des nettoyages réalisés depuis les 23 juin 2023 (relatif au nettoyage des bardages des cellules), 5 juillet 2023 (relatif au nettoyage de l'intérieur des cellules) et 24 juillet 2023 (relatifs aux autres nettoyages réalisés sur le site) ;</li> <li>des actions de nettoyage du silo en cours à l'aide d'un aspirateur relié à la centrale d'aspiration et les zones accessibles des silos 1 et 2 débarrassées des poussières ;</li> <li>la présence d'accumulation de poussières sur certaines zones plus difficilement accessibles (accumulation sur les hauteurs des bardages des cellules de stockages), zones référencées ATEX 22 (zone à risque d'explosion en cas de dysfonctionnement) ;</li> <li>les explications de l'exploitant précisant que nous sommes en période de forte activité (post moisson) et que l'ensilage récent est à l'origine de la majorité des accumulations de poussières observées ;</li> <li>les photos de zones plus difficilement accessibles propres suites à des nettoyages réalisés en 2021 et 2022, transmises par l'exploitant par e-mail le 20 septembre 2023.</li> </ul> <p>L'inspection constate :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la mise en œuvre de nettoyages réguliers du site ;</li> <li>ponctuellement des accumulations de poussières dans des zones moins accessibles (notamment sur les bardages des cellules de stockage) ;</li> <li>que la procédure de nettoyage pourrait être plus précise sur les consignes de nettoyage (actions à mettre en œuvre, objectifs à atteindre, photos, etc,...) pour les zones moins accessibles et exposées à d'importants empoussièrements (intérieurs des cellules, hauteurs des bardages notamment) ;</li> <li>que les fréquences de nettoyage des zones moins accessibles ne sont pas précisées.</li> </ul> <p>Il convient en conséquence de compléter la procédure de nettoyage et de définir des fréquences de nettoyage pour les zones manquantes en justifiant de l'adéquation entre la procédure et la fréquence retenue avec la faisabilité au regard de l'activité du site et des enjeux.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>Au regard des constats réalisés, l'inspection propose au préfet d'écrire une lettre préfectorale de suites demandant à l'exploitant, sous 1 mois, de compléter ses procédures de nettoyage afin de garantir une périodicité de nettoyage approfondie et complète de chacune des cellules (dont ses zones les moins accessibles). La périodicité, les actions de nettoyage, les moyens à mettre en œuvre et les mesures de sécurité devront être précisés et justifiés.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> avec suites
<b>Proposition de suites :</b> dans l'immédiat lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

N° 7 : Réduction de la probabilité et des effets des accidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 29/03/2004, article 9 (partiels)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, réduction de la probabilité et des effets des accidents
<b>Prescription contrôlée :</b> <b>Article 9 (partiel)</b> L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances. [...]
<b>Constats :</b> Cette prescription a été contrôlée par sondage et uniquement sur le terrain (pas de contrôle documentaire complémentaire). L'inspection a constaté : <ul style="list-style-type: none"><li>• par sondage, la présence de dispositifs de détection de déports de bande conformément aux dispositions de l'étude de dangers du 25 mai 2010 et de la tierce expertise de décembre 2012 ;</li><li>• une déchirure de la bande TB2 (silo 1). Par courriel du 26 septembre 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection les photos de la bande réparée ;</li><li>• un capteur de température déposé au niveau du TB4 (silo 2). Par courriel du 22 septembre 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection une photo du capteur de température en place.</li></ul> L'inspection n'a plus d'observation à formuler sur la prescription contrôlée par sondage.
<b>Type de suites proposées :</b> sans suite
<b>Proposition de suites :</b> sans objet